

La Vie Internationale

DEVALUATIONS

La cascade de dévaluations n'a fait que consacrer le triomphe des faits sur l'arbitraire. Les nouvelles parités consacrent à peu près les prix du marché libre. Les anglais ont mis quatre ans à comprendre qu'on ne triche pas avec les réalités. Ce la leur coûte cher.

A Londres.

On a été surpris qu'après tant de dénégations, Londres se soit brusquement décidé à une amputation aussi profonde de la livre : 30 % : surpris aussi que l'opinion britannique si pointilleuse sur la probité de ses ministres ait accepté que Sir Stafford Cripps fasse lui-même l'opération qu'il avait promis d'éviter. En France, il eut été démissionné : C'eût été plus propre.

Les conséquences de la dévaluation sont complexes : l'Angleterre en prenant du champ entend sauvegarder ses marchés extérieurs au détriment de ses concurrents européens. Egoïsme sacré, comme de coutume.

La réserve des marchés financiers s'explique : la suite des dévaluations, c'est l'augmentation des prix, l'abaissement du niveau de vie des populations et les troubles sociaux. L'Angleterre n'y échappera pas. Ou bien il faudra renforcer la discipline pour que l'opération réussisse, ou si l'on s'abandonne, la monnaie se dérobera et il faudra recommencer.

Comme l'a dit Blake, directeur du fonds monétaire international, les pays européens, après une guerre ruineuse ont entrepris un programme de sécurité sociale écrasant : les travailleurs paient cher les avantages obtenus, qui de plus risquent de devenir illusoire si le fardeau fait crouler la monnaie. C'est ce qui se serait produit en Angleterre comme en France sans l'aide Marshall. L'«Economist», le reconnaît également.

Les entretiens de Washington.

Nous sommes étonnés des commentaires de notre journal officieux « Le Monde » qui présente les entretiens de Washington comme un succès britannique et un renforcement du bloc anglo-saxon dans les domaines économiques et politiques. Nous n'en croyons rien.

D'ailleurs les Etats-Unis se sont empressés d'accorder à la France et aux autres pays du Plan Marshall les mêmes avantages que les «dix points» conférèrent aux britanniques : le maintien arbitraire de la livre à un niveau excessif était le seul obstacle à la politique américaine qui vise à faire de l'Europe un marché libre aux échanges multilatéraux, aux monnaies convertibles sans contrôle des changes : La livre a sauté parce que les capitaux américains dont les Anglais, comme nous, ont un besoin indispensable, ne pouvaient s'investir que sur la base d'une monnaie stable à un niveau rationnel.

La guerre a laissé au Quai d'Orsay l'impression que les grandes questions politiques et économiques sont réglées par Londres et Washington et que la France compte peu. Cela fut vrai au moment des grands périls où Anglais et Américains se sont toujours trouvés solidaires et auraient tout sacrifié à leur salut commun. En temps de paix, au contraire, sous des apparences de « fair play » et d'appui réciproque Anglais et Américains ont toujours joués uns contre les autres un jeu serré et implacable.

La brutalité américaine et l'opiniâtreté anglaise se sont disputé par tous les moyens les marchés du monde et les sources de richesses. On le voit chaque jour dans la lutte pour le pétrole en Moyen-Orient, la guerre des transports maritimes et aériens, l'antagonisme sur le sort des industries de la Ruhr ; on le voit en Extrême-Orient, où Anglais et Américains rivalisent pour s'ouvrir à nouveau le marché chinois, dans l'opposition anglaise au retour du Japon dans la concurrence mondiale. Les Etats-Unis, en réalité ont fait céder l'Angleterre sur le point essentiel : le prix de la livre. Et cela les anglais le savent, est la première étape vers l'intégration du bloc Sterling dans l'orbite économique des Etats-Unis.

Etape par étape, l'Angleterre, faute de moyens financiers, cède le pas aux Etats-Unis. Cela a commencé avec la Grèce et la Turquie ; puis est venu l'Arabie Saoudite, l'Egypte et l'Iran, enfin Israël. Cela continuera par l'Inde et le Pakistan. La dé-

valuation de la livre va accélérer cette désintégration. Comment cela ?

La dette anglaise.

Aux Indes et en Egypte l'Angleterre pendant la guerre s'était fortement endettée. Ces pays ont exigé que l'Angleterre leur fournisse des marchandises en contre-partie de ces crédits en souffrance. Et l'Angleterre a dû exporter pour payer ses dettes, sans recevoir d'argent frais en échange ; l'opération est loin d'être achevée. Et aujourd'hui devant l'impossibilité de s'acquitter, les Anglais sont obligés de s'arranger avec les américains pour qu'ils se substituent à eux. Des pourparlers secrets sont en cours. Le quatrième point Truman — aide aux pays économiquement arriérés — va y pourvoir. Et le résultat sera la conquête du marché de la péninsule indienne par les capitaux américains.

En Chine.

Nous faisons allusion au problème chinois ; des négociations assez âpres continuent entre Anglais et Américains : les Anglais pour sauvegarder leurs derniers points d'appui sur le marché chinois — l'autre grand marché du monde — voudraient reconnaître le plus tôt possible le gouvernement communiste de Mao Tse Toung, quand il sera proclamé le 10 octobre ; les américains s'y refusent jusqu'ici, voulant laisser le nouveau maître de la Chine aux prises avec des difficultés économiques telles qu'il soit obligé de composer ou que son prestige s'effondre devant la misère des masses. Déjà à Shanghai l'industrie chinoise est paralysée et le chômage s'étend.

Les Etats-Unis et l'Europe.

A l'égard de l'Europe continentale les Etats-Unis sont très bienveillants. Leur but est de constituer une Union continentale d'Economie libérale qui comprendrait la France, l'Italie, le Benelux, l'Allemagne occidentale et les pays scandinaves, union dont l'Angleterre serait exclue, qui constituerait une zone de libre échange avec, si possible, une monnaie à compte unique. La France est tout acquise à ce projet, ce qui explique la faveur dont elle jouit à Washington. Paris serait, en effet, le centre de cette unité qui aurait des moyens considérables grâce à l'appui d'un fonds de stabilisation fourni par les Etats-Unis.